

Avril — Décembre 1981 / 0.9 395 - 422... 424 - 426

T2137 - 395 - 4, 00 F

ISSN 0026-9433

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

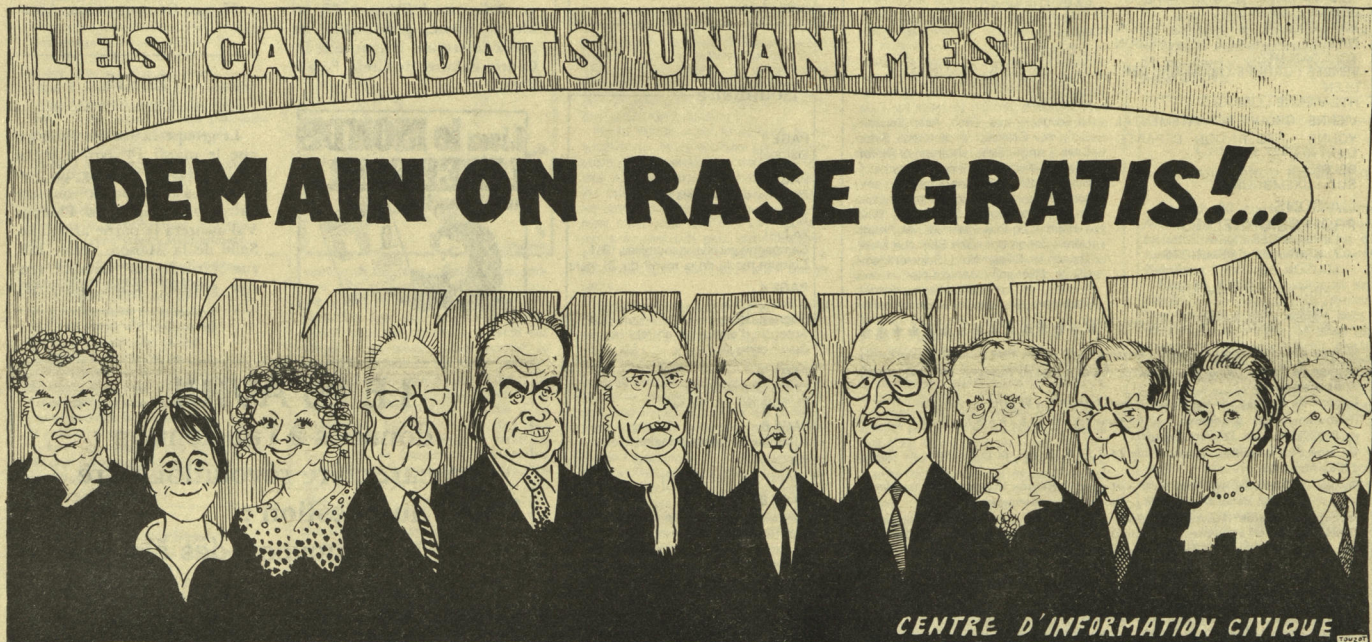
N° 395 JEUDI 2 AVRIL 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

# 1981, 1974, 1967, 19...



## Editorial

**L**A campagne électorale se déroule en marge des vrais problèmes économiques qui déséquilibrent les sociétés occidentales. Petits ou grands, nos candidats brodent de la propagande sur un canevas immuable : une économie libérale basée sur le profit particulier et les hiérarchies de valeurs ! A partir de ce seuil inamovible, sauf peut-être pour les écologistes de Lalonde, on taille et on recoud dans le tissu existant ! Un peu plus d'impôts par ci, un peu moins d'impôts par là ! Un peu plus de crédits d'incitation pour telle industrie, un peu moins pour telle autre ! Un peu plus de fonctionnaires qui cesseront d'être des chômeurs, un peu moins qui le deviendront ! Une nationalisation, une libération des prix, une subvention à une municipalité !... Suivant leur humeur ou l'appétit de leur clientèle, nos candidats ajoutent et retranchent, collent des morceaux aux couleurs de leur parti à ce manteau d'Arlequin qu'est l'économie de marché, dont les coutures craquent de toutes parts. Et curieusement, tous ces rafistolages, tous ces rajouts destinés à consolider le système risquent au contraire d'accélérer sa désagrégation. Pour une raison évidente ! Une société libérale dotée d'une économie basée sur le profit ne peut vivre que grâce à un équilibre précaire et toutes ces fissures que nos candidats veulent boucher pour faire plaisir à une frange de leur clientèle, sont justement des soupapes de sûreté destinées à évacuer les déchets et nécessaires à son équilibre.

Prenons par exemple une industrie qui fut de pointe, dont on développa les techniques, la productivité, pour

laquelle on forma une main-d'œuvre qualifiée, qui détermina une clientèle potentielle et devint un élément attractif pour l'économie du pays, puis à l'extérieur pour des groupes industriels et financiers puissants. C'est le succès même de cette industrie qui va engendrer la saturation ! La production dépassera la demande, les stocks augmenteront, les bénéfices diminueront, l'écoulement deviendra difficile et tout naturellement, le régime réagira contre cette industrie qui fut prospère et qui devient un poids mort (mais non voyons, pourquoi voulez-vous parler de l'automobile !) Le système a joué son rôle d'assainissement ! Naturellement, il laisse derrière lui des cadavres industriels, sinon des cadavres tout court ! De la misère... du désespoir... des imprécations ! Mais, répétons-le, c'est le jeu de ces soupapes de sûreté qui permet depuis cent cinquante ans de se perpétuer en se transformant.

Ce système de sécurité du capitalisme libéral ne peut jouer que dans la mesure où le passif ne dépasse pas l'actif ! C'est-à-dire dans la mesure où les pans voués à la destruction ne conduisent pas la population, appuyée par la petite bourgeoisie, à la révolte. Cette limite est atteinte, les candidats, petits ou grands, le savent, mais accrochés à la production et à la distribution classiques avec leurs cortèges hiérarchiques, ils nous proposent des solutions contradictoires, ridicules en ce sens qu'elles détruiront un peu plus la stabilité du régime en empêchant son dégoûtement naturel ! Nationaliser tel ou tel groupe industriel ne solutionnera pas ce problème : comment arrêter de produire des objets qui ne s'écoulent plus parce qu'ils sont trop chers ou passés de mode sans licencier du personnel, mettre à la ferraille du matériel dépassé par les techniques, reconverter une industrie défaillante ?

Tripatouiller l'économie en place comme nous le proposons les candidats, mais c'est ajouter des bouchons d'étranglement à d'autres bouchons d'étranglement !

L'économie libérale en crise ? C'est certain ! Il n'y a pas d'autres moyens de sauver cette économie libérale que de lui laisser jouer son rôle d'élimination de ses déchets, ce qui suppose des milliers d'entreprises fermées, des centaines de milliers de travailleurs, des millions de travailleurs à travers l'Europe dans la misère avec le mince espoir du rétablissement de l'équilibre à partir de l'offre et de la demande ! C'est la politique de Monsieur Barre, et dans le cadre du système, il n'en existe pas d'autres. Les palliatifs de nos candidats ne feront qu'accélérer la désorganisation du système.

Nos candidats, petits ou grands, vont à la pêche aux moules ! On ne guérira pas l'économie libérale, on ne rétablira pas l'équilibre entre les différents secteurs économiques qui se heurtent, on ne rafistolera pas l'économie de marché en colmatant les brèches ! Ou on la détruira en profitant de ses difficultés, ou on crèvera avec elle !

Les propositions des quatre grands comme celles de leur petite monnaie relèvent de la préhistoire, d'une époque où l'on croyait encore à Jésus ou à Marx. Aujourd'hui, les hommes ne croient plus en rien et c'est la raison pour laquelle, à tout hasard, ils se cramponnent encore au bulletin de vote. Pour combien de temps ? Et puis après...

Après ? il ne restera plus grand-chose des programmes électoraux que nous proposons les bâtarde de la démocratie parlementaire. Après, c'est la culbute. L'heure de l'anarchie. Non pas celle des bourgeois ! Celle de l'organisation logique du travail à partir de l'homme !

FOP-2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN - IZEURE  
 ARDECHE : AUBENAS  
 AUBE : TROYES  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST. ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE - VALENCIENNES  
 OISE : CREIL - BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 - BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE  
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG  
**LIAISONS**  
**PROFESSIONNELLES**  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES  
 - LIAISON ORTF  
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.  
**BANLIEUE SUD**  
 - FRESNES-ANTONY  
 - LES ULIS  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - RIS-ORANGIS  
 - MASSY  
 - VILLEJUIF  
**BANLIEUE EST**  
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY  
 - BOBIGNY  
**BANLIEUE OUEST**  
 - NANTERRE - LA DEFENSE  
 - HOUILLES-SARTROUVILLE  
**BANLIEUE NORD**  
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
 - DOMONT  
 - ARGENTEUIL, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
**LIAISONS**  
 La Seine-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteaurox, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénil-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse, Alès, Meullin-Sénart, Avesnois.

**Groupe départemental du Gard** : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.  
**Groupe de Tours** : pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, BP 2141, 37021 Tours-Cédex.  
**Groupe de Rennes** : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.  
**Permanence F.A. d'Angers** : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.  
**Groupe de Marseille** : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.  
**Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise** : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.  
**Groupe l'entraide (Havre et région)** : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.  
**Groupe du 11°** : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.  
**Groupe d'Amiens** : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.  
**Liaison Blois** : BP 962, 41009 Blois cedex.  
**Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne** : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.  
**Groupe Soleil Noir de Cadillac** : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).  
**Groupe Eugène Varlin** : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (17), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.  
**Groupe Louise Michel** : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.  
**Groupe Evreux-Louviers** : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex.  
**Groupe Fresnes-Antony** : du mardi au jeudi, de 16 h à 19 h, le vendredi de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 19 h, le dimanche de 10 h à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.  
**Groupe du 14°** : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15°). Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.  
**Groupe libertaire Sevrans-Bondy** : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.  
**Groupe d'Anizy-le-Château** : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).  
**Groupe des Ulis** : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.  
**Groupe Sébastien Faure de Bordeaux** : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.  
**Liaison Angoulême** : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Accacias.  
**Groupe Voline** : 26, rue Plat, 75011 Paris. Permanence le 1° et 3° jeudis de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.  
**Groupe de Grenoble** : tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2° étage, salle Est.  
**Guingamp** : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Par-sanquen de 16 à 18 heures au local de la Libre Pensée.

**Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) — Tél : 805-34-08.**

## COMMUNIQUÉS

Nous informons les lecteurs, sympathisants et personnes intéressées de la constitution du groupe libertaire de Houilles-Sartrouville.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Un groupe est en formation sur les Deux-Sèvres. Que les camarades libertaires de Bressuire, Niort, Thouars, Parthenay et les alentours prennent contact avec les RI qui transmettront. Plusieurs actions sont envisagées...

Libertaires vosgiens, si la création d'un groupe vous intéresse, contactez les RI qui transmettront.

Les groupes de la Fédération Anarchiste et du mouvement anarchiste rennaise appellent les libertaires à se rencontrer sur le thème : « Face aux élections, quelles actions, quelles propositions ? » tous les mardis, à 20 h, à la MJC de Rennes, rue de la Paillette.

Les libertaires intéressés par la propagation de leurs idées sur Alès et proche région peuvent écrire pour prendre contact avec la toute nouvelle liaison locale.

## Sommaire

**PAGE 1**  
 Editorial  
**PAGE 2**  
 Activités des groupes FA  
**PAGE 3**  
 En bref  
 Campagne paroles insoumises 1981  
 Compte rendu de la manif du 28 mars  
**PAGE 4**  
 A Boulets Noirs  
 Flagrant délire  
 Autopsie d'une petite entreprise  
 Qui va trinquer ?...  
**PAGE 5**  
 Une si jolie petite île  
 Du côté des boutiquiers...  
**PAGE 6**  
 Informations Internationales  
**PAGE 7**  
 Livres, spectacles, B.D.  
**PAGE 8**  
 Les restructurations de la sidérurgie...  
 « Je roule pour vous »

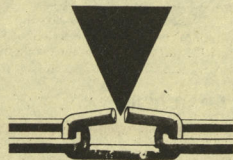
**L'Agitateur N° 2 est paru. Le groupe d'Aubenas le met à la disposition de ceux qui le désirent.**

**Permanences antimilitaristes**  
 Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers  
 Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)  
 Tous les mardis de 18 h à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h  
 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

## Dix heures pour l'anarchisme

26 avril - La Mutualité - Paris de 14 à 24 h. Chansons et débats  
 Renseignements et billets : 3, rue Ternaux, Paris 11°



**Fédération Anarchiste**  
 3, rue Ternaux 75011 Paris. Tél. : 805. 34. 08

Affiche imprimée et éditée par la FA  
 Format (39 x 56)  
 Prix : 2 f l'unité  
 0, 30 F au-dessus de 10 exemplaires

Un tract appuyant la campagne d'affichage invitant à la Journée anti-électorale du 26 avril est disponible.  
 Prix : 15 F les 500 ex. (+ frais de port)

### CREIL

Le groupe F. Ferrer de Creil organise le samedi 4 avril à 19 h, une réunion-débat anti-électorale, avec projection du montage audio-visuel *Espagne 36*, table de presse, présentation de presse libertaire, le tout salle D, Centre culturel de Creil. Entrée libre.

### ANTONY

Le groupe Fresnes-Antony organise un meeting anti-électorale le vendredi 3 avril à 20 h 30, salle du syndicat d'initiative (Place Firmin Gémier, métro Antony).

### PARIS

Le groupe Louise Michel organise le mardi 14 avril à partir de 18 h 30, un meeting qui portera sur l'abstention révolutionnaire et l'autogestion. Philippe Val assurera la partie artistique. Salle de la Maison Verte, 129, rue Marcadet, m° Lamark. (entrée gratuite, stand, librairie).



## LE 26 AVRIL : donnons à l'abstention un caractère révolutionnaire. Pour l'autogestion : boycott des élections !

L'enjeu est de taille. La journée de lutte anarchiste du 26 avril, à la Mutualité, organisée par la FA, suite à une décision de son congrès d'Angers, exprime notre volonté de construire un monde nouveau, sans classe ni Etat.

Notre présence face à la marée politicienne doit montrer que nous avons la volonté et la capacité d'être actifs et constructifs en un temps fort d'abdication collective.

Nous passons à l'offensive, prenons la parole et donnons notre avis : la solution de la crise, de toutes les crises, réside dans la révolution des structures sociales. Pour une société libertaire, autogérée et fédéraliste, le bon choix c'est l'anarchisme et non les urnes.

Aussi, c'est partout en France que les slogans « Pour l'autogestion, boycott des élections ! », « Le 26 avril, tous à la Mutualité, enterrons les urnes ! » etc., couvriront les murs, avec nos dizaines de milliers de tracts, d'affiches et d'autocollants.

Donnons-nous les moyens de prendre la parole et ne permettons à personne de s'exprimer à notre place.

**LE 26 AVRIL, A LA MUTUALITÉ, UNE TRIBUNE POUR L'ANARCHISME !**

FÉDÉRATION ANARCHISTE

LE MONDE LIBERTAIRE  
 Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tél. 805.34.08 CCP Publicité 11 289 15 Paris

	TARIF	
	France	Étranger
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

Les étrangers : P.A. Belgique, Suisse, Italie, Canada.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue ..... Ville .....

Code postal ..... Pays .....

à partir du N° ..... (inclus)

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat financier

**Abonnez-vous**

en bref...en bref...

Alors qu'ils protestaient contre la censure régnant à Blanc Mesnil et organisée par le PCF (arrachage d'affiches, bandeaux communaux collés sur les affiches), des militants du PSU se sont vu répondre à leur demande de liberté d'expression par : « La liberté d'expression à Blanc Mesnil, c'est mon poing sur la gueule », l'auteur de cette phrase étant le secrétaire PCF du comité de ville, démocrate sincère aux couleurs de la France. Par ailleurs, le conseiller municipal PSU s'est vu menacé de sévices corporels si celui-ci ne donnait pas l'ordre aux militants de son organisation d'arrêter de souiller (sic) les murs de la commune. Qui était l'auteur de ces menaces ? Le maire-adjoint de Blanc Mesnil. Nul doute que ces démocrates tiendront leurs promesses. La France des beaux a maintenant son parti.

Suite du programme pour le festival du film anti-nucléaire organisé par le Comité antinucléaire (CAN) et qui aura lieu au Palais des Arts, 102 boulevard Sébastopol, Paris 3<sup>e</sup>, Strasbourg-St-Denis. Tarifs : entrée : 17 francs, étudiants-CV : 13 francs, tarif unique le lundi : 13 francs. Dimanche 5 avril : Les luttes écologiques à l'étranger ; film : *Kast ma Paradise* (au Japon, la lutte contre la construction d'un aéroport). Lundi 6 avril : nucléaire et contrôle social-répression-techno-fascisme ; film : *La Maladie Hambourg* (des gens meurent subitement en prenant la position fœtale). Mardi 7 avril : nucléaire et économie. Quelle alternative ? films : *Europa Express* (Etude de la politique industrielle française, la vente d'armes et l'informatique, *Energies danaises* (expériences alternatives).

L'arrêté est partout : ainsi ont pu constater des enseignants de la région de Nantes qui ont reçu un questionnaire émanant de l'Inspecteur d'Académie et concernant leur affectation de défense. Le ministère de l'Éducation nationale sert de courroie de transmission à son collègue des Armées pour contrôler (et fichier ?) le personnel enseignant... Refuser de remplir ces formulaires est une nécessité pour le respect des libertés individuelles (le peu qu'il en reste !)

Procès au tribunal de Grande Instance de Strasbourg d'un renvoyeur de livret militaire, Jean-Claude Schneider, le mardi 21 avril 1981 à 8 h 30, Chambre n° 5. Y seront développés le soutien aux paysans du Larzac face à l'extension du camp militaire et le droit à l'objection pour tous et à tout moment.

Gérard Schmitt, renvoyeur de livret militaire, passé le 18 février au TGI de Mulhouse, a écopé d'une amende de 300 F avec sursis.

Marcel Zimmermann, lui, devant le TGI de Strasbourg, le 20 janvier (la juge a dû faire la brigue la veille !) a eu un an de suppression de droits civiques.

*Avs de Recherche n° 33-34* est paru. Double numéro au prix de 8 francs. Trente-deux pages de témoignages insoumis.

Les éditions *Noir et Rouge* viennent d'éditer une brochure à propos de l'avortement, contraception, santé. Trente-six pages : 10 francs.

Dimanche 22 mars à Montferriat (Var), un attentat a détruit deux pylônes EDF, alimentant le camp militaire de Canjuers. Une façon de dire non à l'armée et aux manœuvres « Alpes 81 » qui viennent de se dérouler ?

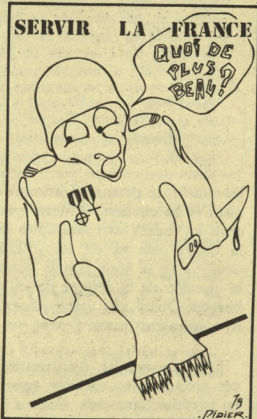
Christian Michel, classé déserteur à l'ONF, membre du groupe Sacco-Vanzetti de la FA, est passé en procès le 24 mars à Bobigny. Suite à la lecture d'une déclaration dans laquelle il s'affirmait en tant que militant anarchiste et dénonçait le rôle de l'armée en tant que principal rouage étatique, le procureur a refusé de faire entendre Maurice Joyeux comme témoin de moralité. Le jugement sera rendu le 19 mai 1981 (élections oblige). Le procureur ayant requis une peine ferme et sévère tout en demandant l'indulgence du tribunal !

ANTIMILITARISME

Campagne paroles insoumises 1981

Déclaration faite au commissaire du gouvernement et aux magistrats et militaires siégeant au Tribunal Permanent des Forces Armées, le 19 mars 1981 par un individu accusé de délit d'insoumission.

Avant d'entamer ma déclaration, il me paraît important de vous rappeler que l'institution que vous représentez est inébranlable, que sa vertu la plus reconnue est le contrôle de soi, la discipline au service de l'ordre et au détriment de la pagaille et des incidents. J'espère que vous, qui avez été façonnés pour endurer la violence, les blessures, la guerre avec le stoïcisme que requiert l'importance de votre de-



voir, vous ne vous laisserez pas choquer par un discours. Les mots, comme vous n'êtes pas sans le savoir, ne sont rien face aux balles, par conséquent, vous qui possédez la force des armes, vous saurez nous montrer la tranquille assurance de votre pouvoir. Vous ne vous abaissez donc pas, je pense à m'interrompre ou pis, à essayer de me faire taire ! Si ce désir vous étreint, rappelez-vous qu'en y succombant, vous prouverez la force de mes idées et l'ampleur de la parole insoumise ! Vous ne pourrez pas dire que je ne vous ai pas prévenus. De plus, je tiens à vous préciser que l'ensemble du texte de ma déclaration a été dactylographié et sera distribué à la presse, si vous ne me laissez pas la possibilité de le lire dans son intégralité, et si vous créez sciemment des incidents pour me couper la parole.

Tout ceci étant clair, voici ma déclaration : (...) La raison qui m'a poussé à m'insoumettre est que l'institution militaire est pour moi, quel que soit le pouvoir politique qu'elle protège, voire légitime, quelle qu'en soit la nationalité, un ramassis d'assassins et de lâches ! Si mon vocabulaire à votre égard vous choque, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-mêmes. Ce n'est pas moi qui ai demandé à venir ici aujourd'hui. C'est vous qui avez désiré que je m'explique sur les motivations de ce que vous appelez mon « délit » A vous d'en assumer la responsabilité. (...) En effet, m'ayant réformé le 11 avril 1979, vous m'avez rejeté de vos rangs, et vous me jugez aujourd'hui pour ne pas y être. Il faudrait savoir ! De deux choses l'une, soit vous êtes complètement stupides, hypothèse à laquelle je ne peux pas vous demander de souscrire, soit ce n'est pas le fait de ne pas avoir effectué le service militaire qui me vaut les présentes poursuites, mais mes prises de positions antimilitaristes et anarchistes ! (...) Vous aviez l'intention en m'invitant ici de montrer le caractère inflexible et universel de votre discipline : le but que vous atteignez, c'est le ridicule ! Ceci en nous amenant sur un plateau les preuves de la nature factice des valeurs sur lesquelles vous appuyez votre pouvoir. Je ne pouvais espérer meilleur contexte pour affirmer mes positions et ouvrir une tribune à mes amis et camarades de lutte. Il est historiquement et humainement primordial de résister à votre idéologie et à votre ordre, qu'il soit militaire, judiciaire, pénitentiaire, ou plus dangereusement encore, simplement moral (...) C'est pour ces gens que je suis ici, pas pour vous et votre simulacre de justice. La justice, qu'elle soit civile ou militaire, nous connoissons, merci !

Je tiens à préciser d'ailleurs que je ne me sens pas civil. Se revendiquer civil, comme le font les objecteurs de conscience, c'est se choisir une identité qui n'existe qu'en rapport à l'institution militaire. C'est se poser en négatif d'un positif, en blanc par rapport au noir. Non, je ne suis pas militaire, et je ne suis pas non plus civil. Mon identité et mon combat, comme celui des insoumis totaux, est ailleurs. Nous sommes simplement, et plus simplement du monde, des individus qui avons choisi de vivre debout, et cela va sans dire, sans amener qui que ce soit à se coucher pour nous.

Nous nous organisons en réseaux de solidarité pour que cela soit possible. Nous autogérons notre lutte, si j'ose dire ! L'antimilitarisme n'est pour nous qu'une partie d'un tout qui comporte l'ensemble des luttes contre les répressions et les oppressions. Nous avons trop de mépris pour la chose militaire pour polariser nos vies à la combattre. L'armée, admettez-le, relève plus du domaine du désirable que du fondamental. Il m'apparaît primordial de l'avoir précisé, mais ne comptez pas sur moi pour m'égarer dans les sphères de ce genre de considérations, car, outre des fantoches, les militaires que vous êtes, messieurs, sont aussi des assassins !

Voire métier, c'est le meurtre et les mutilations. Je ne voudrais pas choquer votre grande sensibilité, mais il me faut dire les bras arrachés par les obus, les crânes éclatés par les grenades, les corps carbonisés par les lance-flammes, c'est vous tout ça ! Les appelés, morts en temps de paix, dans des marches forcées comme dernierement à Nouméa ! C'est bien vous aussi que je sache !

Le sol des hôpitaux rougi par le sang de vos victimes (ou de vos alliés), c'est encore vous : vous êtes les salariés de l'obéissance ! Je n'arrive pas à trouver de mots assez durs, vous m'en excuserez, pour dénoncer cet aspect de votre association criminelle ! Le sanguinaire de vos prétentions guerrières est démesurément absurde, tellement que mes adjectifs ne sont pas suffisants pour en cerner l'ignominie ! (...) La Défense nationale n'est pas le remède, c'est la maladie ! C'est le virus qui rongé les peuples innocents ! La gangrène qui pourrit le corps social ; que vous êtes idéologues, messieurs ! Mais vous allez me dire que vous limitez ce genre d'exactions aux temps de guerre. Je dois reconnaître qu'en temps de paix vous vous

limitiez à 7% de vos effectifs. Ce qui fait quand même 21 000 meurtres autorisés par an, ceci au nom du peuple français. (...) Il est content, le peuple français, que l'on puisse assassiner 21 000 de ses membres par an ! (...) Quand je dis 21 000, je ne parle évidemment pas des petites expéditions de rien du tout, effectuées de temps à autres, dans les pays du Tiers-Monde, en Afrique notamment ; mais c'est vrai que les crimes commis là-bas ne viennent pas car les victimes ne font pas partie du fameux peuple français, celui auquel nous avons la fierté d'appartenir ! Seulement voilà, moi, la République française, je lui dis merde ! Je n'ai aucun compte à lui rendre. De même que je ne possède personne, je n'appartiens à personne. Pas plus à un soi-disant peuple français qu'à un autre. Je dénie à quiconque la prétention d'avoir un pouvoir sur ma vie. Mais je m'égarer, en ne parlant que du spectaculaire, je passe sous silence ce qui, au fond, est la matrice de tous vos crimes, de toutes ces atrocités, à savoir

l'arbitraire du disciplinaire instauré dans tous les méandres de votre quotidien ! Je veux parler de l'humiliation des appelés par des sous-offis ivrognes, quand ils ne sont pas caractériels, et croyez-moi, ce n'est pas une image d'Épinal ! Du racisme qui affleure ou déborde, des plaisanteries échangées au mess, de la phalocratie bestiale ou subtile, mais toujours mépris des femmes. Du rejet de l'homosexualité, et de la part de féminité qui existe en tout être, ceci à travers une notion de la virilité machiste et pour tout dire fort déplacée !

Mais loin du spectaculaire, il y a aussi, rangée soigneusement à côté de la hiérarchie, de la connerie, du racisme, de la phalocratie, il y a la justice militaire et ses prisons, militaires elles aussi. L'incarcération des insoumis, des déserteurs, des objecteurs parfois, bref de tous ceux dont vous prétendez qu'ils ont des comptes à vous rendre, et qui partout ne vous cèdent pas, n'acceptent pas vos valeurs, qu'ils soient antimilitaristes, anarchistes, petits délinquants, témoins de Jéhovah et autres mystiques, appelés en rupture de banc, et autres individus qui, par des motivations très diverses, vous résistent envers et contre tout. Ceux-là, personne n'en parle ; ils sont dans le royaume du silence : les prisons où vous essayez de les briser pour qu'enfin ils obéissent ; vous les isolez et méthodiquement vous les laminez (...) Eh bien non, nous ne vous obéirons jamais ! Et vous prisons ne nous font pas peur. Vous pouvez jouer au croquemitaine avec vos gros yeux et votre costume folklorique, on s'en fout ! Jamais la Grande Muette ne nous fera taire. L'insoumission existe depuis que l'armée existe, ce n'est pas quelques péripéties qui peuvent nous inquiéter (...) Inlassablement, quand on la croit morte et étouffée, la liberté relève la tête ailleurs. (...) La justice n'a jamais jugé personne. Et j'en veux pour preuve le fait que je suis d'ores et déjà condamné, je l'étais avant même de rentrer dans cette salle. Je vous en apporterai d'ailleurs la preuve au cours de cette audience, le moment venu ! J'affirme : vous m'avez condamné avant même d'avoir délibéré et je vous mets au défi de prouver que c'est faux, vous en aurez une occasion tout à l'heure ! J'affirme aussi que le commissaire va requérir contre moi la peine maximum ! C'est de bonne guerre, je lui reconnais des circonstances atténuantes.

De toute façon, j'en ai rien à foutre ! Je dis et j'affirme que les arrestations et les procès ne sont pour les insoumis totaux que des incidents à dé-



dramatiser et à utiliser comme des boomerangs. J'ai dit, en démarrant ma déclaration, que l'on réparerait de la catégorie de militaires à laquelle vous appartenez. Pour moi, vous êtes des imbéciles ! En me laissant vous insulter et vous ridiculiser pendant une demi-heure, vous avez espéré nous convaincre de votre respect de la liberté d'expression, alors qu'en fait, vous n'avez fait que me laisser révéler le caractère désirable de votre ordre disciplinaire par ma démonstration de son incapacité à faire taire un individu libre ! Quand je pense que dans l'image populaire votre portrait est indissociable de la tranquille assurance d'un pouvoir sans faiblesse. Quelle supercherie ! Votre véritable identité se situe exactement proche des rats, de ceux qui hantent les poubelles ! Vous êtes des rats qui hantent les poubelles de l'histoire !

Frédéric JOYEUX, dit Vaïma

en bref...en bref...

Depuis dix ans, les paysans du Larzac refusent l'extension du camp militaire que l'on veut leur imposer. Actuellement, le pouvoir a tenté de les isoler en faisant signer un texte — stipulant une extension de 14 000 hectares du camp — par les élus et responsables agricoles du département. Devant cette situation, une assemblée générale ouverte à tous ceux qui soutiennent le Larzac est prévue le samedi 4 avril à partir de 14 h 30 et le 5 avril à Saint-Martin du Larzac (12100 Millau). (Prévoir couchage et nourriture). Le projet de rencontres internationales pour la paix pendant l'été 81 sera à l'ordre du jour.

L'union locale CNT Lyon-Villeurbanne a édité un dossier sur les transports en commun lyonnais, dossier d'un grand intérêt, disponible contre huit timbres à 1,20 F, en écrivant à la CNT, Palais du travail, 69100 Villeurbanne.

Afin d'aider concrètement les personnes en butte au racisme et aux menées fascistes, diverses organisations (dont le groupe FA d'Argenteuil) et des individus se sont réunis pour créer un comité anti-raciste/anti-fasciste sur Argenteuil. Permanence le 1<sup>er</sup> jeudi de chaque mois à 20 heures, 26, rue Carnot, 95100 Argenteuil (local CFDT).

Compte rendu de la manifestation du 28 mars

Samedi 28 mars, la Fédération Anarchiste a participé à la manifestation antinucléaire qui s'est déroulée de Place d'Italie à Sèvres-Babylone.

Environ 3 000 personnes se sont déplacées ce jour-là pour montrer leur hostilité à cette société dont le développement et l'accélération phénoménales du programme électro-nucléaire ne sont plus à démontrer.

Parcours relativement calme, mais qui a démontré une fois de plus l'encadrement systématique du cortège par les forces de l'ordre. Peu de monde, donc, s'est mobilisé sur ce thème qui pourtant est plus que jamais à l'ordre du jour. Peut-être faut-il en rechercher les causes dans le peu de publicité sur cette journée nationale, d'autant plus étouffée que le jour même se déroulaient cinq autres manifestations à Paris, et que nous approchons des élections présidentielles.

Notre organisation, quant à elle, a réaffirmé que la lutte contre le développement de l'énergie nucléaire est indissociable de celle contre l'Etat et tous ses rouages autoritaires. La transformation de la société ne s'opérera pas en glissant un bulletin dans l'urne, mais en ne comptant que sur nous-mêmes.

Alors que le programme électro-nucléaire française poursuit son ascension argumentée par le fait mensonger que le nucléaire apportera à la France un supplément énergétique dans l'indépendance nationale, alors qu'on nous pousse continuellement à vivre pour produire et non produire pour vivre, il est indéniable que l'alternative ne doit pas rester sur le strict plan du combat antinucléaire. Nous n'avons rien à attendre de partis politiques quels qu'ils soient. C'est un leurre de croire que nous vivrons mieux dans une société nucléaire.

Le renforcement des effectifs policiers et militaires, le contrôle de plus en plus fréquent de la population, la répression systématique de toute opposition comme à Plogoff, le stockage problématique et le traitement des déchets radioactifs, la sécurité précaire des centrales électro-nucléaires, ne peuvent que confirmer le véritable visage d'une telle société.

L'Etat intensifie le programme nucléaire ; cela ne peut que dévoiler sa logique productiviste à laquelle nous, anarchistes, sommes absolument opposés. Car nous affirmons que c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse. Refuser cette société — balisée sur des besoins définis par quelques-uns et imposés à tous — est donc une nécessité.

C'est à nous tous qu'il incombe de rejeter ce pari dangereux.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

## A BOULETS NOIRS

### Mauvaise conduite

Un pauvre hère, las de cheminer avec ses godillots troués, avait volé... un car, parcouru 12 000 kilomètres et même franchi les frontières.

Bien entendu, il finit un jour, au détour d'une route, par tomber sur des pandores soupçonneux. La suite, on la devine. Du haut de son perchoir, insensible à la poésie de l'aventure, le chat-fourré laisse lourdement tomber la sentence : deux ans de prison.

Deux ans à tourner derrière les barreaux, comme un ours en cage, parce qu'il était avide d'espace et de liberté. Deux ans pour apprendre à bien se conduire !...

C'est que la société ne badine pas avec le respect dû à la sacrosainte propriété. De plus, faute suprême, le coupable roulait sans permis. Il n'a pas provoqué d'accident, mais une telle effronterie doit se payer. Et c'est ainsi que ce vagabond qui, comme job, n'a d'autres richesses que sa carcasse, s'est vu infliger... trois millions de centimes d'amende !

Alors à combien condamnerait-on désormais tous ceux qui nous roulent ? Et ceux qui, jetant de la poudre aux yeux de leurs concitoyens, s'emparent frauduleusement du char de l'Etat, le conduisent dangereusement parce qu'ils sont dans un état permanent d'ivresse, l'ivresse du pouvoir ?

### Potassons français

« La potasse doit vivre », a déclaré, avec sa fougue coutumière, Georges Marchais, de passage en Alsace. Elle doit vivre, même si tout crève dans le Rhin et sur les bords.

Le secrétaire du PC s'en est pris vivement aux écologistes qui dénoncent la pollution du fleuve par les mines de potasse d'Alsace.

Il y a trop de sel dans le Rhin ? Qu'importe, puisque la seule chose qui compte, pour Marchais, ce sont les calculs électoraux.

Et puis la potasse française empoisonne surtout les Allemands et les Hollandais. Alors vous m'avez compris. Inutile de mieux potasser la question...

S.B.

### La défense

Vous croyiez peut-être que le devoir primordial de la Défense nationale était de protéger le territoire national en cas d'agression étrangère (des Rouges, bien sûr) ? Que la plus grande part du budget militaire (le plus important de l'Etat) passait dans la protection et la sécurité des citoyens-contribuables ? Eh ben pas du tout ! C'est Chirac qui l'a avoué le 6 mars dans le *Nouveau Journal* : « La protection de notre territoire est le point faible de notre défense » !

J.-P. B.

### Le PC en équation (suite)

Les deux premières parties de notre feuilleton : « Pourquoi Mitterrand ne sera pas président ? », sont parues dans le ML n° 392.

Aujourd'hui, nous avons à mettre sous la dent de nos lecteurs ce titre en première page, sur trois colonnes, de l'édition du *Monde* du samedi 14 mars (pas de chance, la veille était un vendredi 13...) : « La Pravda dresse un bilan « globalement positif » de l'action de M. Valéry Giscard d'Estaing, et ne voit que des aspects négatifs chez MM. Mitterrand et Chirac ».

La lecture de l'article lui-même n'apporte rien de plus, le titre se suffisant à lui-même.

Petit jeu-concours du ML : « Quel homme politique français va envoyer le télégramme suivant : « Merci, Leonid » ? Question subsidiaire pour départager les ex-aequo : « Combien de temps encore le PC abusera-t-il 20% de la population française ? »

Y.P.

## FLAGRANT

## DÉLIRE

« Quand les parlementaires ont adopté le projet de loi « Sécurité et Liberté », ils ont exprimé la volonté du peuple français dont ils sont les représentants. » (Alain Peyrefitte, le 10 mars 81, à Strasbourg).

Eh bien non, Monsieur Peyrefitte, la volonté du peuple français ne s'est pas exprimée par la voix de « ses » représentants à la Chambre des députés. Il est vrai que vous êtes habitué à enterrer vos actes de « justice » au nom du sempiternel peuple français ! Que de choses commet-on en votre nom, peuple de France ou d'ailleurs ! C'est pratique et imparable, ou presque...

Bonne trouvaille, que celle qui consiste pour un gouvernement à organiser un simulacre de liberté en laissant aux esclaves le choix de leurs pharaons ! Malheureusement, le décor tombe quand l'esclave ne se contente plus de jouer le rôle assigné par ses maîtres, et alors nous voyons le gouvernement dans sa flagrante vérité, prêt à tout pour rétablir les privilèges de ceux dont il protège la pérennité. Nous voyons l'hypocrisie et le mensonge de ces notions de « liberté » et de « justice » des démocraties libérales qui se mueront rapidement en un fascisme bon teint à la moindre menace de leurs intérêts.

Parler de justice et de liberté, alors qu'une partie de l'humanité procure, par son exploitation, toutes les richesses à une minorité qui manage le monde au travers du suffrage universel, à cette heure de putasserie politicienne d'où sortira un nouveau président, le quel, d'où qu'il viendra, accentuera les contraintes pour maintenir coûte que coûte les bénéfices des rentiers de l'ordre !

Non, Monsieur Peyrefitte, la volonté du peuple est hors des Chambres des députés, elle sera dans les rues, sur les ruines des Bastilles, pour construire le communisme anarchiste.

Jean-Denis (liaison Bas-Rhin)

## Autopsie d'une petite entreprise

ILS sont environ une cinquantaine tous les matins à venir fabriquer et vendre des produits chimiques. Les ouvriers embauchent à 7 h 30 et les bureaucrates et cadres (noblesse oblige !) à 8 heures. Le gros manitou, lui, se permet des escapades, des infractions à l'horaire. C'est pour cela qu'il est patron, pas vrai ?

Quand il embauche les gens, le « responsable » de l'entreprise tient invariablement ce discours : « Vous serez bien chez nous. Il règne ici un esprit tout collégial. Nous pratiquons pour ainsi dire la gestion directe ».

Elle a fière allure, la gestion directe ! D'un côté ceux de l'usine : ils se salissent les pommols à respirer des produits caustiques. Les femmes remplissent, chargent et déchargent des bidons. Les hommes actionnent les transpalettes dans des hangars mal agencés. L'autre jour, en manœuvrant, un ouvrier a heurté une canalisation suspendue qui, en tombant, a blessé une ouvrière à la tête. Une autre femme a dû être hospitalisée pour avoir respiré trop de solvants.

De l'autre côté, ceux des « bureaux », les gens « bien », l'indispensable cohorte des gratte-papier qui assurent le bon fonctionnement de l'entreprise. Ils

s'aiment et se haïssent à la fois, chacun briguant les faveurs du chef de service ou du big boss. Tous restent de marbre devant les conditions de travail des ouvriers. Solidarité ? Connais pas ! Heureusement, le comité d'entreprise est là pour réunir ce petit monde. Y sont représentés



FAINÉANT ? MOI ?  
QUI AI COMMENCÉ DE  
MES MAINS DANS L'USINE  
DE MON PÈRE ...

les cadres, le personnel administratif et les ouvriers. A noter que seuls les cadres sont syndiqués (à la CGT, cela va de soi !). Les ouvriers ne se sont jamais posés la question de la défense de leurs intérêts. Quant aux gratte-papier, ils voudraient, mais n'osent pas.

Dans le comité d'entreprise, ces trois classes sociales vivent en parfaite harmonie. Cadres et

ouvriers achètent leur papier WC à la même enseigne; tous boivent le même café et ils partiront ensemble, du même entrain, à l'excursion annuelle qui leur fera visiter... un cimetière militaire ! Pour arroser le tout, à la fête de Noël, le grand chef projettera devant une assistance ébahie les films de ses vacances aux sports d'hiver ou sous les Tropiques, alors que ses « collaborateurs » se seront refait une santé dans les acides et la paperasserie.

De telles petites entreprises, il en existe des milliers. La notion de classes y est complètement noyée sous des apparences trompeuses de « participation collective au travail », même si les tâches et surtout les bénéfices sont mal répartis. Un patron, même s'il met la main à la pâte, reste avant tout un patron jouissant des privilèges de sa caste.

Nous nous devons de rompre le consensus social, de dénoncer l'inégalité économique qui engendre toutes les autres inégalités. « Il faut abolir les classes, toutes les classes, car elles contiennent en elles la violation de l'exploitation de l'homme ». (Maurice Joyeux).

Martine

(Liaison Bas-Rhin)

## Qui va trinquer ?

## En tout cas, on n'est pas sorti de l'auberge !

LA péninsule armoricaine fait depuis plusieurs années l'actualité : la grève du Joint français, de Big Dutchman, des Kaolins de Plémet, des abattoirs DOUX de Pédernec, plus récemment les marées noires diverses (la moitié de l'Armorica Cadiz plein de mazout se trouve toujours au fond) ou l'implantation de la centrale de Plogoff. Avec la fièvre aphteuse sur les porcins et la fièvre paracétiste à Guingamp, avec les multiples procès de renvoyeurs de livrets militaires (dans cette ancienne ville où les appelés venaient passer leurs trois jours), voici qu'une autre fièvre s'est emparée de la région, fièvre al-



coolique (ne riez pas, la Bretagne avec 400 morts l'an passé est presque en tête des régions les plus alcooliques).

Connue sous le nom de « guerre des buvettes », cette affaire fait grand bruit dans les Côtes du Nord. A l'origine, Guingamp hérite d'un procureur de la République, jeune femme connue des gens de Plogoff... Bien formée à la répression, quoi. Elle extirpe de ses archives une vieille loi sur la création de buvettes temporaires dans les bals, sur

les stades, dans les salles sportives, les festou noz, les kermesses. Elle appliquera la loi : finies les buvettes temporaires, les associations locales (surtout sportives) n'auront qu'à crever ou rester à la charge des contribuables.

Si tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faut mener la lutte anti-alcoolique (cause d'irresponsabilité dans les luttes, souvent), on signale aussi que les supermarchés font des affaires : les supporters apportent leur cargaison sur la touche, le pack de bière est de sortie. Le milieu footballistique s'est ému, s'est réuni et a fait grève, eh oui... Le président du district — qui ne souhaite pas qu'on change de président de la République, certes — fut débordé par la base, que dis-je, par les trésoriers des dites associations. Pas de match le dimanche 22, pas de match le dimanche 29 mars, et en plus, les spectateurs se déplacent moins (climat, conjoncture) si on supprime les buvettes, non... et puis « cette affaire concerne nos élus »... élus pris dans la campagne (le cirque électoral actuel et qui, à droite comme à gauche, ne désirent pas boire la coupe jusqu'à la lie, en plus, avec un argument si peu électoral et moyen de communication privilégié à « la pêche aux voix ».

L'assemblée générale de ce week-end a donc décidé de poursuivre la grève. La Ligue de l'Ouest de Football a pris position pour le durcissement du mouvement revendicatif. Le président de la Fédération française s'est déclaré solidaire de ce mouvement associatif menacé dans les Côtes du Nord.

Les orchestres professionnels soutiennent ce mouvement craignant le chômage au cas où les bals et festou noz seraient supprimés (la vente de bière assurant les recettes nettes, les entrées couvrant les frais engagés bien souvent) et s'étonnent qu'on ne ferme pas les boîtes, lieux où tout alcool est à la disposition de la clientèle. Le docteur Caro, bien connu dans les réseaux militants bretons demande une pause pour l'étude de ce phénomène sur le plan uniquement social (il est l'auteur de nombreuses études très approfondies sur l'alcoolisme breton).

Ami lecteur, Clochemerle ? Sans doute. Quand on occupe le peuple avec de semblables affaires, on le détourne des élections qui déjà le détournent de la prise en mains par chacun de son destin, de son activité sociale, de ses luttes. Ami lecteur, réfléchissons ensemble sur cette justice qui, sur un arrondissement, applique une loi nullement appliquée ailleurs (grâce au droit coutumier qui voulait que cette dite loi soit tombée en désuétude), justice parcellaire, partielle, au bon vouloir de l'homme d'une procureur de la République... République ? Ou ce qu'il en reste !

Liaison FA Bégard

### SIC

Il faut choisir aussi un président dont vous puissiez être fiers quand vous le verrez à la télévision.

V. GISCARD D'ESTAING  
(à l'occasion de Présidentielles)

## La Réunion

## UNE SI JOLIE PETITE ILE !

O N sait très bien que les plus belles roses poussent sur le fumier, il en est de même pour les « îles exotiques ».

L'image de la Réunion à l'étranger est celle d'un petit coin de paradis, perdu dans l'Océan Indien... Sur ce morceau de terre (2 500 Km<sup>2</sup>) vivent plus ou moins bien 500 000 personnes, massées sur les plaines littorales, et de « races » diverses : Hindous, Noirs, Chinois, Zoreys (métropolitains), Zarabs (Indiens musulmans) et de nombreux mé-tis.

L'économie de l'île est un exemple flagrant de monoculture coloniale : la plupart des terres cultivables sont plantées en cannes à sucre. Les cultures vivrières sont pratiquement inexistantes. La Réunion importe 80% de sa consommation.

Le statut de DOM auquel sont tellement attachés les partis de droite (UDF, RPR) ne donne pas pour autant à la Réunion tous les avantages d'un département français. En effet, l'allocation-chômage n'existe que depuis peu de mois (alors que la Réunion est DOM depuis 1946 !). Les allocations familiales sont moins élevées qu'en France. Les marchandises sont soumises à des droits de « dominance ». Par contre, le chômage frappe aussi durement les Réunionnais que les métropolitains : 40 000 personnes sont inscrites à l'ANPE, mais on peut estimer à 70 000 le nombre de demandeurs d'emploi.

Les bonnes gens de droite vous diront que l'État dépense dans un superbe élan de générosité

beaucoup d'argent pour l'île. Précisons quand même que cet argent est très mal employé (pendant « Hyacinthe », on a été obligé de dynamiter le canal « Patates à Durand » car il avait été mal construit par une société métropolitaine et menaçait d'inondation une partie du chef lieu, Saint-Denis). En outre, ces dons de l'État repartent directement en France au grand bénéfice d'exploiteurs de tout poil !

L'île est un maillon essentiel de l'impérialisme français dans l'Océan Indien ; c'est en effet de la Réunion qu'a été renversé le régime progressiste comorien, et que la France veille sur la route du pétrole. Pour maintenir son emprise sur la Réunion, le pouvoir colonial s'appuie sur la droite locale plus ou moins fascisante. Celle-ci n'hésite pas devant les moyens les plus illégaux pour rester au pouvoir. L'île possède en effet une longue tradition de fraude, principalement de la part de la droite. Les élections voient se dérouler des affrontements souvent meurtriers entre les nervis et les autonomistes, sans compter les corruptions et les pressions exercées sur les électeurs soupçonnés de ne pas être attachés à la « mère patrie ».

La France se sert de la Réunion pour entretenir des relations économiques, condamnées par l'ONU, avec les racistes d'Afrique du Sud, et les réactionnaires locaux ne manquent pas une occasion pour faire l'apologie du « dernier rempart du monde libre en Afrique » par le truchement de la presse pourrie aux ordres (journal de l'île de la Réu-

nion) ou de la station régionale de FR3 télé-radio. Cette dernière a une mission d'abrutissement et de désinformation de masse encore plus exacerbée qu'en France : les ondes de FR3 Réunion sont largement ouvertes aux clowns réactionnaires locaux alors qu'elle ne fait jamais, ou très peu, état des grèves ou manifestations diverses des autonomistes. La culture régionale authentique y est systématiquement

litains) qu'ils doivent s'identifier aux Zoreys (« Français de France ») et tenter le plus possible de leur ressembler. On fait considérer la langue créole comme un français abâtardi ! C'est un schéma traditionnel de l'idéologie colonialiste. On néglige l'histoire propre de la Réunion en l'identifiant à l'histoire de France (« VOS ancêtres les Gaulois », etc.) ou on la falsifie en présentant par

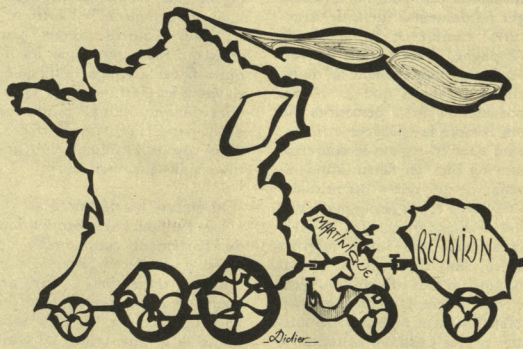
d'une graphie (le créole fut longtemps une langue orale). Cette culture a été niée car elle représente un danger pour le pouvoir colonial. Pour récupérer le pouvoir que détient la droite, le PCR s'appuie sur ce fait dans sa lutte pour l'autonomie. Trente-trois pour cent votent rouge. Le reste à droite.

L'esprit anarchiste n'est pas développé à la Réunion. Le drapeau noir existe, mais il faut l'assembler, car il est, dans l'île, à l'état de lambeaux !

Le PCR pousse les Réunionnais, surtout les jeunes, à être racistes. En effet, peu de gens ont compris le slogan « La Réunion aux Réunionnais », et sur les murs des villes on voit à présent « Zorey déor » autrement dit « Français, à la porte » ! Le PCR n'a pas su faire comprendre à ses adeptes qu'un colonialisme est dangereux quelle que soit sa race, et la haine ne s'est axée que sur une partie de l'oppression.

Voilà pourquoi nous avons décidé de créer la Fédération Anarchiste réunionnaise, affiliée à la Fédération Anarchiste Française, afin d'apporter une contribution libertaire à la lutte des Réunionnais. Nous devons œuvrer, ici comme ailleurs, afin de parvenir à un statut fédéré dans le grand rassemblement des peuples du monde qui doit abattre les frontières pour une planète libre et fraternelle.

Texte rédigé par  
la F.A. réunionnaise



ignorée, et au contraire les opérations de prestige (« Florales ») ou celles qui véhiculent une image galvaudée de notre culture (groupes se disant folkloriques) y trouvent une large audience.

Les réactionnaires fascistes propagent une idéologie asservissante ; en effet, l'Éducation et les mass-media font croire aux créoles (par opposition aux métropo-

exemple un esclave réunionnais à visage « humain » !

Heureusement, un certain nombre de Réunionnais agissants conteste cette vision troublée de la culture et de l'histoire de l'île, et tente, avec plus ou moins de succès, de rétablir la vérité et d'affirmer le créole comme une langue à part entière. Notamment, on a doté le créole (Kréol)

DU CÔTÉ DES BOUTIQUIERS OU :  
POUR QUELQUES TONNES DE BLÉ DE PLUS...

LES vieux militants du PCF n'ont pas été surpris, habitués qu'ils sont aux virements et revirements de leur parti en fonction des opportunités qui se présentent.

Les jeunes militants ont jubilé : enfin un argument de poids, une preuve à jeter dans les discussions, comme quoi leur parti n'est pas aux ordres du PC soviétique. Mais peut-être ont-ils été tristes quand même de se voir « lâchés » par l'entreprise Brejnev & Co. Pourquoi donc, le grand actionnaire en chef de l'État soviétique a-t-il cru bon de faire savoir qu'il soutenait Valéry Giscard d'Estaing aux élections présidentielles ? Pour du blé. Simplement pour du blé qu'il espère acheter à la France : boycott américain oblige !

Il est possible qu'il ait fait également un autre calcul. Reagan au pouvoir, cela signifie que l'Union Soviétique va avoir à faire face à une politique dure de la part des États-Unis. Aussi, il importe, pour que l'État russe puisse continuer à soutenir la concurrence que lui opposent ses collègues occidentaux, qu'il les affaiblisse dans leur ensemble. Diviser pour régner : pour les capitalistes du Kremlin, tant que les Européens resteront rivaux des Américains, tout sera pour le mieux et ils pourront continuer leurs petites affaires. Or, Giscard représente le parti de la bourgeoisie française européenne (parce qu'ayant les moyens de l'être). Mais alors, peut-on se demander, si la gau-

che l'emportait aux élections, est-ce que cela voudrait dire qu'elle se mettrait aux côtés des États-Unis pour mettre des bâtons dans les roues à Brejnev et ses copains ? Non. Le problème n'est pas là.

Le pouvoir social ou la domination de classe est produit par deux « filières » essentielles : le pouvoir économique et le pou-



voir politique. La différence entre les régimes capitalistes bourgeois et d'État, est que dans le premier cas l'économique prévaut sur le politique et que dans le second, c'est le politique qui prévaut sur l'économique ; dans le premier cas, la propriété directe des moyens de production est légitimée par l'appareil politique qui est là pour la garantir et donc échanger cette propriété privée contre du pouvoir

social ou de la domination. Dans le second cas, il y a propriété indirecte des moyens de production : étant donné qu'il y a prédominance du politique sur l'économique, l'appropriation des moyens de production — ou le droit de contrôle et de décision — se fait par l'intermédiaire de l'appareil politique ; la quantité de pouvoir politique est la mesure des avantages sociaux (ou privilèges) de nature économique qui sont donnés en retour.

Quoi qu'il en soit, dans l'un et l'autre cas, la domination de classe naît de la convergence entre ces deux filières de la production de pouvoir. Mais dans le même temps qu'il y a convergence, il y a également rivalité. Que ce soit dans les pays capitalistes privés ou d'État, les individus qui se trouvent dans chacun des deux appareils voudraient que le pouvoir qui leur échoit soit plus important sur le plan social, et donc que leur moyen d'acquisition de ce pouvoir (politique ou économique) supplante l'autre : c'est le problème de la techno-bureaucratie et des classes montantes.

Le niveau de rivalité ou de convergence des deux appareils politique et économique est la mesure de la puissance dont dispose un ensemble socio-étatique. Autrement dit, s'il y a convergence entre les deux, les classes dominantes dans le système donné peuvent « capitaliser » un maximum de pouvoir et se trouvent donc en position favo-

nable par rapport à leurs rivaux des autres États.

Si la gauche passe au pouvoir lors des prochaines élections, ces deux appareils vont entrer en conflit. Tout relatif, d'accord. Mais en conflit quand même. Car actuellement, le pouvoir politique est entre les mains des tenants du pouvoir économique ; en cas de victoire de la gauche, cela signifie que ce ne serait plus les mêmes qui contrôleraient les deux. Autrement dit : si Marchais passait au pouvoir, ce serait la fuite des capitaux, ce qui signifierait un état de crise. Pour Miterrand, idem à peu de choses près. Car les nationalisations prévues par les deux, sans compter les réformes dans la fiscalité et les organismes sociaux, ne se feront pas sans une riposte de la part des tenants du pouvoir économique. Cette rivalité entraînera une baisse du pouvoir que l'État pourra capitaliser en France, relativement à ses collègues.

Il s'en suivra donc également une baisse de la puissance de l'ensemble économique-politique européen.

Deux possibilités se font jour : la même situation se produit dans d'autres pays de la Communauté ; les États-Unis reprennent en main l'ensemble européen affaibli par ses conflits. Ou bien la même situation ne se produit pas ; l'Allemagne RFA devient le principal leader européen. Et donc par son intermédiaire, les États-Unis imposent leur politique.

Dans l'un et l'autre cas, le résultat serait le même. On constaterait dans le même temps une augmentation de la puissance agressive des États-Unis et un affaiblissement du camp européen. La rivalité Europe/USA demanderait à ces derniers un moins grand investissement et donc rendrait disponible une certaine force que les USA retourneraient alors contre l'URSS.

C'est ainsi que Giscard a le soutien de la firme Brejnev & Co. Ô ironie du sort ! Les intérêts de la « patrie du socialisme » ont cessé de se confondre avec ceux des « patriotes du socialisme ». Mais il n'y aura qu'eux pour être surpris. Le socialisme se réclame des travailleurs. Il avait déjà montré entre 1917 et 1921 à nos camarades de Russie, d'Ukraine, de Kronstadt et d'ailleurs, que le fait de se réclamer des travailleurs n'empêchait pas de fusiller ces mêmes travailleurs si ceux-ci avaient la naïveté de les prendre au mot.

Cela est une démonstration de plus, de ce que le pouvoir a sa propre dynamique et que, quels que soient les bons ou mauvais sentiments de ceux qui veulent s'en saisir, il est par nature inapte à servir à autre chose qu'à l'accroissement de sa propre puissance.

Serge  
(groupe Sevrans-Bondy)

# informations internationales

*Le coup d'Etat militaire du 23 février en Espagne (2<sup>e</sup> partie)*

## VERS UNE DÉMOCRATIE MUSCLÉE

**A** PRÈS avoir, dans le précédent numéro du ML, examiné le climat qui a présidé au coup d'Etat manqué du 23 février dernier en Espagne, émis les possibles raisons de son échec et exposé ce qui différencie la situation actuelle de celle de 1936, il est nécessaire de revenir ici, pour une meilleure compréhension du problème, sur les réactions qu'elle a entraînées et surtout ses conséquences directes dans la vie politique et sociale espagnole.

### La transition

Lorsque le dictateur devenu gâteux disparut, rien n'obligeait véritablement l'armée, cette enfant gâtée de toutes les dictatures, à laisser la place, et surtout pas des motifs humanitaires. La timide « libéralisation » qui se fit jour quelques temps déjà avant la mort de Franco, comme la « démocratisation » qui suivit, répondaient bien sûr au désir des tenants du capital de ce pays de suivre le chemin emprunté depuis longtemps par les démocraties voisines. Dans le jeu sanglant de la politique, les classes possédantes ont toujours su jouer la carte qu'il fallait. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire, qui montrent qu'elles savent, quand leur intérêt l'exige, avoir recours à la manière forte. Pour en rester à l'Espagne, le soulèvement militaire de juillet 1936 est là pour nous le rappeler.

Mais autres temps, autres mœurs pour ce pays que quarante années de dictature ont placé dans un certain isolement politique et surtout économique, auquel on a jugé de mettre un terme, par pur intérêt, d'où ce choix d'une politique de transition démocratique née avec le premier gouvernement Suarez. Si la situation internationale et surtout européenne de 1936, avec une montée du fascisme notable en Italie et en Allemagne, a pu favoriser l'instauration d'un régime politique autoritaire de type franquiste, la situation du monde et de l'Europe d'aujourd'hui, caractérisée par une interdépendance économique des Etats capitalistes, ne peut plus favoriser un pays tenté par une telle aventure, ou résolu à se maintenir dans un système politique fascisant comme aurait pu le faire l'Espagne à la mort du Caudillo.

C'est donc pour faire comme ses voisins et tenter de combler par là le retard important qu'elle a dans presque tous les domaines que l'Espagne, ou plus exactement sa classe la plus favorisée, a choisi la voie de la démocratie et qu'on la voit, par exemple, multiplier les démarches pour entrer dans le Marché commun. Après avoir, par ailleurs, permis l'existence des partis politiques et des syndicats indispensables dans le panorama démocratique, et s'être assurée de la « bonne

conduite » des principaux parmi eux, on pouvait penser que l'Espagne s'était installée dans le ron-ron politique classique comme celui que nous connaissons ici. Pourtant, lorsqu'un régime se transforme sans pour autant changer fondamentalement de structures, comme ce fut le cas de l'Espagne, il est permis de s'attendre principalement à deux choses. D'abord que les classes possédantes et les personnes qui ont favorisé la naissance et maintenu l'ancien régime se convertissent en bloc en faveur du nouveau, ce qui relève du miracle. Ces classes et ces personnes, comme n'importe quelles autres, connaissent des luttes internes entre clans et n'agissent jamais comme un tout collectif. Or bien, et cela amène la deuxième possibilité, beaucoup plus vraisemblable et qui explique la tentative de coup d'Etat du 23 février, que ces clans parmi ces classes et ces personnes maintenues en place et le plus ouvertement hostiles à tout changement, s'adonnent à la conspiration et se lancent, à la faveur des événements, dans une aventure comme celle que nous venons de connaître.

Issus eux-mêmes des hautes sphères de la société et ayant grandi dans le giron franquiste, les hommes de la transition, et Suarez le premier, en même temps qu'ils étaient chargés de faire prendre au bateau une nouvelle direction, se sont caractérisés par un non-vouloir et une totale incapacité à contrôler d'abord et à affronter ensuite les inconditionnels de l'ancien régime, toujours confortablement installés dans toutes les institutions-clés que sont l'administration de l'Etat, l'appareil judiciaire, la police et l'armée.

De là, toutes les difficultés rencontrées par ce gouvernement sur la route qu'il s'est tracée et de là également la tragi-comédie du 23 février.

Dans ce domaine des difficultés à résoudre pour parvenir à singer ses voisins, la jeune démocratie espagnole s'est plus attachée à obtenir la collaboration des partis de gauche et des syndicats dits majoritaires, chargés par elle de faire accepter à ceux qu'ils représentent le jeu politique classique en général, qui ne mènera jamais nulle part ni en Espagne ni ailleurs, et cette politique dite de transition en particulier, impensable sans cette collaboration. Ayant détourné les travailleurs de leurs problèmes véritables et des vraies questions, tout ce beau monde les amènera ainsi à accepter et à subir avec résignation toutes les saloperies qui font les bonnes démocraties. La Constitution d'abord, qui légitime et perpétue leur esclavage; tout une série d'accords ensuite, comme le Pacte de la Moncloa et le Statut des Travailleurs, qui scellent l'entente capital/travail et déterminent avec précision les limites étroites entre lesquelles ces esclaves peuvent se mouvoir sans risquer le bâton.

C'est au terme de cette politique, sabotée d'un côté par les secteurs les plus fascisants de la société espagnole, appuyés par des groupes sociologiquement minoritaires, mais situés aux bonnes places pour n'être pas négligeables, et combattue de l'autre côté, pour d'autres raisons, par ceux qui n'acceptent pas les limites fixées à leur action, qu'éclatèrent les événements du 23 février dans un climat dont nous avons parlé la semaine dernière. Mais voyons à présent les réactions qu'ils ont suscitées.

### Où étaient les démocrates ?

Dès l'annonce de l'occupation du Parlement commençait ce qu'on a appelé en Espagne « la nuit des transistors ». Car, au cours de cette longue nuit du 23 au 24 février, et c'est sans doute là le plus triste, où était le peuple espagnol, celui qui, dit-on, avait si unanimement approuvé une Constitution alors piétinée par quelques gardes civils ? Où étaient donc tous ces politiciens, tous ces grands chefs syndicaux qui lui avaient chanté les vertus d'une démocratie dont le temple était alors assiégé ? A l'image de ses « représentants » au Parlement, tremblants et enfouis sous leurs fauteuils dorés, le peuple s'est précipité chez lui, la peur collée aux fesses et l'oreille au transistor, priant ses saints préférés d'intervenir à sa place pour favoriser une heureuse issue au problème.

Comme s'il s'était agi d'une péripétie sans importance, les états-majors politiques et syndicaux se sont contentés de lancer de bien inutiles appels au calme à une population que la trouille avait clouée chez elle. De la même manière que leur politique consiste en la mise à l'écart permanente de la population des questions qui la concernent, il semblait uniquement important pour ces endormeurs de l'empêcher de réagir et de la priver des décisions pourtant importantes que la gravité de la situation demandait. Désertant la rue dont elle aurait dû se faire le maître, ou l'abandonnant sans résistance aux chars de combat comme à Valence, cette population trouillardée et assoupie, et les travailleurs en particulier, a donc laissé sa destinée entre les mains d'un quarteron de généraux, arrangeant dans l'ombre une sortie digne à leurs collègues turbulents et profitant de l'occasion pour imposer des conditions à la continuation du petit jeu politique classique. Il est d'ailleurs amusant de signaler que dans le même temps où l'on nous assurait que la Constitution était menacée par la rébellion militaire, les responsables du haut commandement qui lui étaient restés fidèles, nous dit-on, s'empressaient d'interdire tout appel à la grève et toute manifestation, droits pourtant reconnus par elle et les seuls qui intéressent directement les travailleurs.

Mais, comme nous l'avons dit, ces interdictions et ces appels au

calme étaient bien inutiles tant il était évident que la réaction populaire à la tentative de coup d'Etat était nulle ou presque. Et si cette attitude est bien sûr décevante, à bien réfléchir, on ne pouvait guère s'attendre à autre chose. Durant quarante années, le franquisme a su effacer toute la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole, aujourd'hui reprise par une CNT qui n'a pas l'influence qu'elle eut, et a su installer une passivité, une apathie et une fuite des responsabilités extrêmement présentes en Espagne. La politique de collaboration qui a suivi n'a bien sûr rien fait pour mettre fin à ce phénomène et en aura au contraire facilité la continuation qui explique cette totale démission du peuple espagnol face aux derniers événements.

Aujourd'hui que les choses ont « bien » tourné, cet immobilisme irresponsable est qualifié de « sérénité du peuple espagnol » par tous les grands prêtres de la politique, habitués à la démagogie et au mensonge, et attentifs à soigner leur clientèle. Soyons sérieux, et s'il est compréhensible que l'office de ces messieurs les empêche d'appeler un chat un chat, désignons, nous, les choses par leurs noms. Ni sérénité, ni maturité, pas plus que beurre au cul. Peur, apathie, inertie, un point c'est tout.

Privée, comme nous l'avons dit, des droits dont elle n'avait par ailleurs eu aucune envie de se servir, la population fut conviée quatre jours plus tard à une manifestation de consolation, placée sous le signe de la défense des institutions démocratiques et d'un amour sans bornes pour le Roi, leur prétendu sauveur. En un moment où la liberté venait de passer au bord du gouffre, les politiciens poussaient l'ignominie en interdisant la présence et la parole à ceux qui ne voulaient pas que le silence suive à la lâcheté.

Pour en terminer avec ce chapitre, signalons que, passant outre aux invitations à l'inertie et aux interdictions, certains ont choisi de se faire entendre et d'opter pour une certaine dignité. En Catalogne et à Valence plus particulièrement, où les comités régionaux de la CNT lançaient des appels à la grève générale tandis que le comité national de cette organisation appelait à la vigilance et à l'action. La population attend toutefois encore d'être avertie de la position de la CNT le soir des événements car à la radio, pendant le coup d'Etat, la censure continuait...

### Et maintenant ?

Parmi les conséquences directes de la tentative de coup d'Etat, la première à mettre en relief est l'incontestable renforcement des institutions. Parmi la classe politique tout entière, on a serré les rangs et remis à plus tard, volontairement ou pas, la discussion des contentieux qui divisent les partis. Volontairement ou pas, en effet, car il est pro-

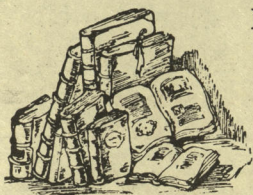
bable, et la toute récente actualité espagnole nous le confirme, que les militaires chargés de mettre fin à l'aventure du 23 février ont dû saisir l'occasion pour imposer leurs conditions à la bonne marche des affaires. L'étendue des pouvoirs qui leur ont été offerts dans la lutte contre le terrorisme basque en est une. Il y en aura d'autres.

Par ailleurs, cet « appel à la raison » fait aux partis politiques se trouve (par hasard ?) constamment suivi par cet avertissement qui ne souffre d'aucune ambiguïté, rappelant que le monarque ne peut constamment veiller sur la Constitution et la démocratie et qu'il n'est d'autre part aucunement disposé à mettre la couronne en jeu tous les quinze jours. A tous les niveaux, une utilisation savante est faite de l'émotion suscitée et d'une trouille savamment entretenue, du genre : « Si vous n'êtes pas sages, les gros méchants pourraient bien revenir ». A l'embrassade générale des partis auxquels se sont joints les représentant du patronat et de la grande Banque lors de la manifestation évoquée plus haut, a donc suivi une « sagesse » ouvrière qui s'est traduite ces derniers temps par l'arrêt total de nombreuses grèves et l'acceptation hâtive de conventions collectives nettement défavorables aux travailleurs.

On ne peut par ailleurs passer sous silence l'attitude de la presse démocratique qui, depuis le 24 février, se livre à un « léchage de cul » en règle, grotesque et ridicule, de l'institution militaire dont on nous rebat les oreilles à propos de sa loyauté et de sa fidélité aux institutions en vigueur. Outre le fait qu'il faut une certaine santé pour répéter cette anerie avec tant d'opiniâtreté dans un pays où 202 soulèvements militaires ont été enregistrés depuis 1864, nous renverrons ici nos lecteurs à l'article que Maurice Joyeux écrit ici même il y a quelques années, dans lequel il tordait le coup à cette légende en évoquant le coup d'Etat militaire ayant mis fin au régime d'Allende au Chili.

Continuité d'une politique étrangère à leurs intérêts, accroissement d'une austerité et, au niveau social, une répression accrue à laquelle le terrorisme servira de prétexte, voilà ce qu'ont à accepter les travailleurs espagnols, avec la bénédiction des partis et des syndicats « majoritaires » qui prétendent les représenter. Face à cela, le travail de l'organisation anarcho-syndicaliste CNT, aujourd'hui trop faible, ne sera pas facile et devra s'appliquer, comme le dit l'éditorial du dernier paru de l'organe national de nos camarades espagnols, à redonner « à la classe ouvrière et aux secteurs populaires la spontanéité et l'autonomie de mouvements qui, en d'autres temps, en firent les principaux garants des libertés et le moteur de la transformation révolutionnaire ».

Floréal



Le livre de la semaine

par

Maurice JOYEUX

LE RAIL

de Pierre Hamp

Editions Slatkine

DANS la collection qu'il dirige aux éditions Slatkine, « La Mémoire populaire », Michel Ragon nous présente une des œuvres les plus originales de l'entre-deux guerres, *La Peine des hommes*, de Pierre Hamp, dont il réédite un des premiers ouvrages, *Le Rail*.

Au début de ce siècle, la littérature ouvrière eut ses lettres de noblesse et nombreux furent les écrivains de qualité qui se penchèrent sur la misère du peuple, avec pour les uns un cœur paternaliste issu de la morale chrétienne, pour les autres un romantisme souvent échevelé. Il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale pour qu'avec Henry Poulaille, et autour de lui, naisse une littérature ouvrière qui ne doive rien aux classes dirigeantes et refuse de se contempler dans le miroir déformant que lui tendait la bourgeoisie bien pensante ou sociale. Aussi loin de Georges Ohnet que d'Émile Zola, cette littérature trouve en la condition ouvrière le sentiment, les péripéties, le cadre qui animent le récit. Et il en est ainsi du *Rail*, le meilleur ouvrage de Pierre Hamp.

Le chemin de fer, la grande aventure financière, industrielle, géographique, sociale, du milieu du siècle dernier, a souvent tenté les romanciers populaires et ceux-ci se sont complus à inscrire ce long cheval d'acier dans l'aventure humaine. Pour Pierre Hamp, son propos est différent. Le personnage important du livre, c'est, si je puis dire, « la profession ». Et c'est à partir de la profession que s'agence le récit et que l'auteur dessine ses personnages.

Le récit est d'une simplicité biblique. Dans une gare de triage du nord de la France, un accident, des sanctions, une grève, l'intervention de la troupe, la défaite, la résignation. Le drame et son dénouement sont posés ! L'auteur nous décrit le milieu, nous explique les caractères à partir de cette tâche quotidienne qui module leurs réactions. Et peu à peu, les hommes sortent de l'ombre crasseuse qui tombe sur la gare, envahit les bureaux humides et déteint sur les âmes. Naturellement, il faut entrer dans le récit où chaque détail qui pourrait paraître fallacieux comptera au moment où le drame atteindra son paroxysme. Mais ce moment de saisir toutes les données où s'inscrit la tragédie, nous permet de respirer la moisissure qui entoure cette entreprise de chemin de fer. Et insensiblement, les caractères se dessinent, les chefs grincheux ou compréhensibles, les hommes du ballast harassés, suintant d'eau et d'alcool, les femmes inquiètes, les estamineurs accueillants aux syndicalistes ! Pierre Hamp a observé de près ! Le dialogue entre le syndicaliste réformiste et le syndicaliste révolutionnaire est criant de vérité. Aucun d'eux n'élève la voix, aucun d'eux ne parle comme un politicien sorti des grandes écoles. Le ton est juste, le mot est vrai.

Cette communauté dégage de l'héroïsme, de la bassesse,

de la résignation, du courage ! Qu'importe les noms de ceux-ci ou de ceux-là. Nous sommes devant une société qui s'est construite au sein d'une profession et dont tous les clans, depuis la direction jusqu'aux hommes de la voie, reflètent une situation de classes certes, mais également ces réactions diverses nées de la confrontation du capital et du travail, du socialisme et de l'Eglise. Il est difficile de rendre le ton de ce livre admirable autrement que par ces phrases qui résonneront dans le cœur des travailleurs !

« La réintégration, j'y travaillerai toujours, quand je devrais m'user jusqu'à l'os. Les camarades ne cotisent plus. Patience et endurance. »

Ceux de nous qui maintenant abrutis de misère et de fatigue sont plus sauveurs de l'idée syndicale que les mille adhérents par semaine du groupe de Paris avant le mouvement. Le souvenir de notre souffrance donnera la rage de vaincre aux hommes de la prochaine grève. Il ne nous a peut-être manqué, pour nous créer une âme de victoire, que des morts à venger. »

Chapeau ! Et attendons que Michel Ragon, l'historien de la littérature ouvrière, révèle aux jeunes générations de nouveaux chefs-d'œuvre de la littérature ouvrière.

Maurice JOYEUX

Livres en vente à Publico

Rapport sur l'état actuel de la Vendée, M. Perraudou	45 F
L'idéologie française, B. Henry-Lévy	48 F
Nucléaire quotidien, Ch. Villaurme	45 F
Mes années de Russie 1917-1927, M. Body	67 F

Camille Pissarro, ou la mémoire confisquée d'un grand peintre anarchiste

MEMPHIS (USA), Caracas, Oxford, Pontoise et Paris rendent hommage depuis janvier 1981 à un peintre impressionniste né voici un siècle et demi : Camille Pissarro. Ami de Degas, « père » de Cézanne, conseiller de Gauguin, Pissarro fut un grand bonhomme à plusieurs égards.

La richesse de son œuvre, sa place importante dans le monde de la création artistique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sont étonnantes. Comment se fait-il que l'histoire « officielle », celle de l'Art, de l'Etat et des idéologies autoritaires n'ait pas plus retenu son nom ? Pourquoi cet hommage si tardif ?

C'est qu'un type, dont la maison était ouverte aux artistes de l'époque, qui créa une « Ecole d'Art » pour enfants à Eragny, et s'engagea dans le domaine social aux côtés des anarchistes (dont Jean Grave), représentait une page trop riche de l'histoire de la révolte humaine. Il aura fallu plus de 150 ans pour lever la voile opaque posée sur cette page, pour qu'on rende un hommage international à l'œuvre de l'un des pères de l'impressionnisme.

Editeurs (PUF, Flammarion, AMG, SKIRA) et exposants, en levant une partie de ce voile, contrastent avec ce silence in-

juste dans lequel ont été confinées l'œuvre et la pensée de Camille Pissarro. Et l'engagement anarchiste du peintre est le fondement de ce mur du silence. Aussi découvrir Pissarro (expositions fermant leurs portes fin avril), cet « humble et colossal Pissarro » (Cézanne), c'est se réapproprier une partie de notre passé, de nos images, de notre mémoire; c'est prendre conscience de notre responsabilité devant l'histoire.

On ne fait pas une révolution sociale avec quelques années d'engagement militant... Cette lame de fond que nous voulons contribuer à lever naîtra de l'action, de la création, de la pensée et de la lutte de centaines, de milliers de vies d'anarchistes. En effet, si notre présence anarchiste avait eu la solidarité que la dimension et la richesse de notre passé attestent, Pissarro aurait eu sa place dans l'histoire. Car nous aurions contribué à écrire l'histoire. Donnons-nous en les moyens, et ne comptons que sur nous-mêmes !

José (groupe Sevrans-Bondy)

Expositions consacrées à Pissarro : au Grand Palais et au Centre culturel du Marais, jusqu'à la fin avril.

ANNONCES SPECTACLES

- Reprise de *Ivres pour vivre* à l'Espace Gaîté à 22 heures (La Cour des Miracles où la pièce se jouait ayant flambée).
- Le « Soleil dans la Tête », café-théâtre-cinéma (3, rue du Dr Charcot à Champigny, tél. 706.05.28.) : programme jusqu'au 21 avril : Cinéma : jusqu'au 7 avril : *L'Homme de marbre* de Andrzej Wajda; du 8 au 14 avril : *Ratataplan* de Nichetti; du 15 au 21 avril : *Les Aventures de Pinocchio*, de Luigi Comencini.

Musique : vendredi 3 avril : « Middle Sax » ; samedi 4 avril : « Show d'Banlieue » ; vendredi 10 et samedi 11 avril : « Café Mozart » ; ven-

dredi 17 et samedi 18 avril : « Dynamo ». Théâtre : jusqu'au 7 avril : *Zazie dans le Métro*, réalisation Atelier-Théâtre de la Cité Saint-Maur. Tarifs : cinéma 14 francs (abonnement 50 francs pour 5 entrées). Autres spectacles : 20 francs.

Puisqu'on vous le dit... Hédris LONDO, le grand, fort et beau (mais pas blond...) Hédris LONDO, chante à la MJC d'Orly-Ville (salle Pablo Neruda), 2, rue des Hauts-Bornes, le samedi 4 avril. J.-J. J.

DES IDÉES DERRIÈRE LA TÊTE...



## Les restructurations de la sidérurgie : aux dépens des travailleurs et aux frais des contribuables

Un accord vient d'être conclu entre Creusot-Loire et Usinor après deux ans de laborieuses négociations... et la mise à l'écart du Baron Empain. Une nouvelle société de sidérurgie fine est constituée pour la fabrication d'aciers spéciaux, d'aciers de construction destinés notamment à l'industrie automobile. En échange d'une participation de 25% au capital, Creusot-Loire cède l'essentiel de sa division « produits longs » : usines des Dunes, près de Dunkerque, de Saint-Etienne-le-Marais, Calbraic à Saint-Chamond, usines de Bruay et Valenciennes. De son côté, Usinor apporte les usines de la société des aciers spéciaux de la Chiers (Vireux-Molhain, Corbies et Hautes-Rivières).

L'accord s'est réalisé sous la pression des pouvoirs publics qui poussent également Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Sacilor à procéder à la même opération, le premier trust devant céder au second sa filiale Ugine-Aciers. Ainsi arrive à son terme la concentration financière et industrielle, entreprise dès les années 50 et qui a amené progressivement la disparition des aciéries petites et moyennes et l'éviction de vieilles familles de maîtres de forges.

### Le tonneau des Danaïdes

C'est une effarante histoire. En 35 ans, des milliers de milliards de nos centimes actuels ont été engloutis dans les investissements successifs. Déjà, *Le Monde* du 27 octobre 1954 indiquait que 415 milliards de francs avaient été investis depuis 1946 (il faut multiplier par dix, au moins, pour avoir l'équivalent en centimes 1981).

En 1978, lors du « plan de sauvetage » de la sidérurgie des aciers ordinaires qui a abouti à l'étatisation d'Usinor et Sacilor, les allègements de charges financières, c'est-à-dire les cadeaux faits aux actionnaires et la reconstitution des fonds propres, avaient coûté aux contribuables 2 500 milliards de centimes, plus 1 400 milliards de prêts à fonds perdus pour boucher les trous des années précédentes !... Et voici maintenant que la nouvelle société des aciers spéciaux va bénéficier au départ d'un « prêt participatif » du FDES de 50 milliards de centimes. Les prêts à long terme, à très bas taux d'intérêt (parfois 0,1 à 1% seulement...) sont assimilés à des fonds propres, c'est-à-dire qu'ils constituent, là encore, de véritables cadeaux aux frais des contribuables...

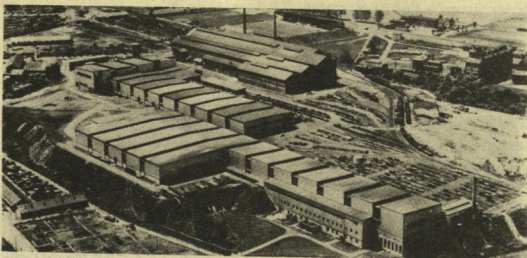
### Une bonne affaire pour Creusot-Loire

cette longue marche de la sidérurgie, qui a laissé derrière elle des dizaines de milliers de travailleurs licenciés tout en englobant des sommes fabuleuses, aboutit aujourd'hui à la domination de deux géants, Usinor et Sacilor. C'est ce qu'il faut, paraît-il, pour faire face à la concurrence internationale...

Les dernières négociations ont été ardues; le gouvernement poussait à la roue, tandis que Creusot-Loire, cherchant à larguer sa branche sidérurgique, voulait le faire, bien entendu, aux meilleures conditions. Finalement, l'opération est payante pour le trust dont 90 milliards de centimes de dettes seront pris en charge par Usinor... c'est-à-dire par les deniers publics.

Débarassé d'un baron-PDG qui était surtout un pilier de boîte de jeux, Creusot-Loire va désormais concentrer ses activités sur les secteurs nettement plus juteux, la mécanique lourde, le nucléaire, l'électromécanique.

Il faut noter que Creusot-Loire, énorme multinationale, conserve ses activités sidérurgiques au Brésil, en Irak où elle a con-



struit des usines identiques à celles qu'elle abandonne en France, mais où elle bénéficie d'une main-d'œuvre à bon marché. Ainsi le trust conserve ses atouts sur le marché sidérurgique mondial où il pourra concurrencer avantageusement... Usinor et Sacilor !

### De nouvelles inquiétudes pour les travailleurs

L'accord Creusot-Loire/Usinor ne peut pas être, évidemment, sans conséquences pour les travailleurs. Une opération de cette nature a pour but d'augmenter encore la productivité, de rentabiliser toujours plus les outils de travail.

Déjà, dans les années passées, on a assisté à une évolution rapide des techniques d'élaboration de l'acier avec l'emploi de procédés à l'oxygène, les coulées continues qui permettent dans certains cas de supprimer les laminoirs « bloomings », le remplacement des traditionnels fours Martin par des fours électriques à arc qui, à capacité égale, coulent à peu près quatre fois plus vite avec deux fois moins de personnel, la mécanisation des ateliers de parachèvement. Il en est résulté une réduction sensible des effectifs. C'est ainsi que l'usine Creusot-Loire Saint-Etienne est passée de 1 550 travailleurs en 1976 à 960 en 1981. Ce « dégraissage » a été poussé à la limite en 1980, pour mettre dans la corbeille de mariage avec Usinor une usine la plus rentable possible. Il a été opéré par des incitations au départ avec des primes de quelques millions de centimes, notamment à l'intention des immigrés, et par des licenciements à 50 ans, en application de la

Convention sociale de la sidérurgie.

### Le mépris pour les hommes

Il faudrait un article particulier pour étudier la situation de ces hommes qui n'ont connu, pendant des dizaines d'années, que les contraintes d'un labeur éreintant, avec les postes en 3 x 8 ou en 4 x 8, la course incessante à la productivité, la chaleur, le bruit infernal, et se sont retrouvés, presque du jour au lendemain, « pré-retraités » et pour certains quelque peu désemparés. Dans ces circonstances, le mépris et le cynisme des patrons se manifestent avec encore plus de vigueur que jamais, en rejetant les hommes comme des citrons pressés.

Pour ceux qui restent à l'usine, les réductions d'effectifs aggravent les conditions de travail, l'insécurité qui a toujours caractérisé cette profession. (Par

exemple, il y a eu parfois une moyenne d'un accident par jour à l'usine du Marais, à Saint-Etienne).

La constitution de la nouvelle société ne peut qu'amener de nouvelles compressions de personnel.

### Des usines menacées

La tendance sera tout naturellement de concentrer géographiquement la production dans le Nord où l'usine des Dunes, la plus importante, est déjà alimentée en fonte liquide par Usinor. C'est dans cette usine qu'est prévu l'investissement le plus important, la coulée continue. L'avenir de l'usine de Saint-Etienne qui élabore l'acier à partir des ferrailles paraît donc compromis. La menace la plus immédiate pèse sur les laminoirs du Breuil au Creusot. Cette usine n'a pas été intégrée dans la nouvelle société, et les 500 travailleurs qu'elle occupe redoutent que Creusot-Loire ne la liquide purement et simplement.

Des problèmes analogues se posent sans aucun doute dans les usines de la Chiers. Les patrons sidérurgistes ont annoncé la couleur avec leur délicatesse coutumière : l'opération, ont-ils dit, ne se fera pas sans douleur. A l'usine des Dunes, pourtant la mieux placée, le personnel est également inquiet et a fait grève dès l'annonce de l'accord. Il sait, par expérience, que les travailleurs paient toujours, d'une manière ou d'une autre, les frais des « restructurations ».

Sébastien  
(Groupe Makhno de St-Etienne)

## Syndicats-partis

# « JE ROULE POUR VOUS »

DANS la bataille des présidentielles, chaque candidat engage maintenant toutes ses forces. Tandis que les petits candidats, PSU compris, courent les mairies à la recherche des parrainages qui leur manquent encore pour se mettre sur les rangs, les grands, ceux qui n'ont pas ce problème-là depuis longtemps, s'affrontent sur le terrain social.

Dans cette consultation électorale où le chômage devrait jouer un grand poids, il est normal que la classe ouvrière soit l'objet de toutes les sollicitations. Et dans ce domaine, les syndicats sont pour les partis de gauche les relais traditionnels et indispensables.

Pour la CFDT, la position est connue depuis le changement d'orientation de la centrale, connu sous le nom de recentrage, et il ne semble pas qu'un changement de cap doive intervenir avant le 10 mai. Bien au contraire, Edmond Maire l'a rappelé dans une interview récente à la télévision : pas question de faire campagne pour un candidat quel qu'il soit. Il est probable que les cégétistes se contenteront, au dernier moment, de rappeler qu'un travailleur ne peut que voter contre Giscard d'Estaing. Mais il est clair de toutes façons que le combat électoral ne constituera pas, comme en 1978, un axe prioritaire pour l'action syndicale.

Nous n'assistons pas pour autant à un rapprochement avec FO, tant il est vrai par ailleurs que, malgré d'apparentes convergences de vue, ce type d'union n'a aucune chance de voir le jour, d'une part en raison du peu d'enthousiasme qu'une telle perspective entraîne chez FO, et d'autre part parce que l'immense majorité des militants de la CFDT font toujours preuve d'une grande réticence à s'allier sur le terrain avec un syndicat qui passe trop souvent pour un allié du patronat et du gouvernement et qui, de surcroît n'a plus que des troupes clairsemées à présenter dès qu'il faut passer à l'action, et notamment à la grève. Lors du meeting organisé le 25 mars à la Porte de Pantin en soutien aux travailleurs polonais et à Solidarité, Maire a savamment glissé dans son discours une phrase qui signifie clairement la volonté de la CFDT d'agir d'abord seule, en appelant de ses vœux une « reconstruction du syndicalisme français contre sa double déviation de subordination au parti ou d'intégration aux forces dominantes de la société française ». Les paroles sont fort belles, mais où sont les actes ?

Quant à la CGT, il apparaît de plus en plus clairement qu'elle roule pour le candidat du PCF. Certes, les militants le savent depuis longtemps, mais ce qui est nouveau, c'est que bon nombre de travailleurs, et notamment de syndiqués CGT, prennent actuellement conscience d'une réalité qui s'est rarement faite aussi pressante.

A la valse des cartes, s'ajoute une baisse sensible des grévistes lorsque la CGT appelle seule à la grève. Nous avons vu récemment ce que cette volonté d'isolement de la CGT dans la lutte a apporté aux conducteurs de bus de la RATP. A la CFDT qui se proposait de rejoindre la grève pour la renforcer, la CGT faisait la moue et s'arrangeait pour qu'une grève unitaire n'ait

pas lieu dans le métro en appelant à la grève un jour différent ! Résultat, c'est l'échec.

Dans la fonction publique, la journée du 26 mars n'aura pas donné de meilleurs résultats. Les coupures de courant n'ont pas eu lieu ou si peu; les bus et le métro ont roulé presque normalement; dans les PTT, les chiffres n'ont jamais été aussi bas et dans nombre de ses bastions incontestés, la CGT ne réalise que des scores insignifiants, de 30 à 40%. C'est dire à quel niveau se situe l'ensemble du mouvement. Sur l'ensemble, on peut dire que, comparativement, les successions de grèves unitaires de 24 heures que nous avons connues avant 78, font figure de succès incontestables.

Il n'est pas étonnant que cet échec soit aussi retentissant car il devient difficile aux militants cégétistes d'expliquer pourquoi il faut casser la grève de Paris-Brune (v. ML n° 392) et appeler à cesser le travail pendant 24 heures quinze jours plus tard. Et le ras-le-bol des grèves de 24 heures inefficaces n'épargne personne.

Dans le même temps, il n'est pas étonnant que la CGT doive faire face à une contestation interne accrue. Il ne se passe pas de jour sans qu'une ville de province ou une entreprise fasse connaître un appel de militants CGT allant à l'encontre de leur direction confédérale. Il est vrai cependant que cette fronde est très circonscrite, puisqu'elle se limite en général à demander à la CGT de ne plus appeler à voter Marchais, mais d'appeler à voter à gauche, sans autre précision.

Il n'en reste pas moins que l'édifice tend à s'écrouler lentement, comme le précisait un camarade dans le ML de la semaine dernière. Il croûle sous le poids de ses contradictions entre la difficulté à faire passer une ligne de plus en plus sectaire et l'impatience des militants communistes de



base qui n'hésitent plus à utiliser ces grèves à répétitions pour faire de la propagande pour le parti.

Que Giscard ou Mitterrand l'emporte, les luttes continueront, annonce fièrement la CGT ! Elle se donne à bon compte l'allure d'un syndicat combatif. Il est vrai qu'elle est bien aidée dans cette tentative par l'attention des uns et le réformisme des autres.

L'horizon syndical risque de s'assombrir encore plus après l'élection du 10 mai. A moins qu'un recul de stalinien et des réformistes ne réponde un développement considérable des tendances libertaires qui existent déjà dans toutes les confédérations.

Alain SAUVAGE